

Service prévention des risques anthropiques
1 Rue du Parlement
BP 80556
51022 Châlons-en-champagne

Châlons-en-champagne,
le 06 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELOR MITTAL France

Bâtiment Grands Bureaux - Direction Immobilière
17 avenue des Tilleuls
57190 Florange

Références : 25-338_VJ/AR
Code AIOT : 0005701255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 juillet 2025 de l'établissement ARCELOR MITTAL France implanté Route d'Humberville Lieu dit de la Forge à Manois (52700). L'inspection a été annoncée le 03 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrivait dans un contexte particulier. En effet, plusieurs autorités étaient présentes ce jour là pour le contrôle de différentes thématiques :

- La gendarmerie concernant la prévention des intrusions et des actes de malveillance,
- La Direction Départementale des Territoire et l'Office Français de la Biodiversité concernant les ouvrages hydrauliques présents dans *La Manoise*,
- La DREAL concernant le respect des obligations de mise en sécurité du site par l'ancien exploitant du site et le traitement de plaintes de plusieurs riverains concernant une irisation continue observée dans *La Manoise* depuis plusieurs semaines, sans mortalité piscicole.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELOR MITTAL France
- Route d'Humberville Lieu dit de la Forge 52700 Manois
- Code AIOT : 0005701255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ancienne tréfilerie TREFILAC SNC située à MANOIS (52) a démarré ses activités en 1792. Le site comprenait différentes installations tels que des lagunes, des bassins à boues, un haut fourneau, des affineries, ainsi qu'une tréfilerie dédiée au travail mécanique des métaux (tréfilage), au traitement de surface (décapage et phosphatation) et à la galvanisation à chaud au zinc. L'activité de la tréfilerie a pris fin le 31 juillet 2016. Ces activités étaient classées ICPE et autorisées par un arrêté préfectoral en date du 8 juin 2009. La mise en sécurité du site est actuellement en cours de réalisation.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 07/09/2016, article R. 512-39-1	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
3	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 07/09/2016, article R. 512-39-3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Schéma conceptuel - Lagunes	AP Complémentaire du 26/01/2016, article 8-1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Usage futur du site	Code de l'environnement du 07/09/2016, article R. 512-39-2	Sans objet
5	Plan de gestion - Lagunes	AP Complémentaire du 26/01/2016, article 8-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en sécurité sont en cours. Certaines machines restent à démanteler et des déchets sont encore présents sur le site. Certains équipements ont vocation à rester car le futur acquéreur envisage de les reprendre. Un inventaire précis des équipements concernés devra être communiqué à l'inspection.

La présence d'espèces de la faune sauvage a été relevée dans les bâtiments (chauves-souris sp. et juvéniles de grenouille sp.). Il convient d'être particulièrement attentif à leur présence lors des éventuelles interventions à venir.

Les irisations persistantes, apparemment imputables au site, sont toujours visibles dans *La Manoise*. Les boudins filtrants installés à la suite de la visite d'inspection du 19 juin n'étaient pas opérationnels, les irisations continuant de se diffuser dans le cours d'eau au-delà des dispositifs filtrants, et de manière plus concentrée. Des mesures de gestion temporaires et complémentaires doivent être mises en œuvre. Des investigations devront également être menées par l'ancien exploitant afin de déterminer l'origine de cette pollution et de mettre en place les actions nécessaires pour y remédier.

Compte tenu de ce contexte et du déroulement de la mise en sécurité, notamment des actes de malveillance ayant entraîné la souillure de certaines dalles de bâtiment, des investigations environnementales complémentaires sont nécessaires. Elles devront conduire à la mise à jour du plan de gestion du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/09/2016, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : <i>« I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</i> <i>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</i> <i>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</i> <i>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</i> <i>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</i> <i>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</i> <i>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. »</i>
Constats : En 2023, l'Inspection a constaté que le site était clôturé et gardé, et que les bâtiments contenaient des machines et divers déchets, notamment une ligne de patentage avec des poudres de plomb (Rapport n° 0005701255 JH/AR du 18 janvier 2024). Par courrier n° AMWF - 41708- AO du 13 mars 2024, l'exploitant s'était engagé à réaliser : <ul style="list-style-type: none">• Le repérage des matériaux et produits dangereux des lignes patentage et tréfilerie ;• Le désamiantage-déplombage et démantèlement selon les résultats des repérages réalisés dans les 6 mois suivant réception des résultats ;• Le nettoyage du dallage des traces d'huile/graisse de l'atelier de maintenance ;• La vérification de l'inertage des cuves hydrocarbures/gaz.

Lors de la visite du 3 juillet, l'Inspection a constaté que la ligne de patentage avait été démantelée et que le nettoyage de la dalle des traces d'huile et de graisse avait été réalisé. Concernant l'inertage des cuves, l'exploitant a indiqué que les vérifications avaient été menées, mais l'Inspection n'a pas pu consulter les justificatifs associés.

Des travaux de mise en sécurité sont toujours en cours. Des machines, dont celles de tréfilerie pour fil fin, restent à démanteler, et des déchets sont encore présents. Le prestataire chargé du démantèlement des installations et de l'évacuation des déchets (Orne Recyclage) a indiqué à l'Inspection que 15 jours seraient nécessaires pour terminer les opérations.

L'exploitant a précisé que certaines cuves, transformateurs et bonbonnes de gaz seraient conservés par le futur acquéreur du site. L'Inspection souhaite obtenir une liste précise des équipements concernés pour s'assurer du respect des obligations de mise en sécurité.

L'exploitant s'est engagé à faire intervenir des sociétés spécialisées pour un diagnostic des réseaux et un diagnostic complémentaire des bâtiments. En effet, de nouvelles pollutions ont été détectées au niveau des dalles de certains bâtiments. De plus, une irisation continue sans mortalité piscicole est observée depuis plusieurs semaines dans *La Manoise*, dont l'origine semble imputable au site. La présence de cette irisation a été constatée une première fois lors d'une visite d'inspection réactive en date du 19 juin 2025 (rapport SHM/JG/MT n° 25-188 du 9 juillet 2025). Dans l'attente, deux boudins filtrants ont été mis en place en sortie de *La Manoise* canalisée. L'Inspection a constaté que ces boudins étaient mal positionnés et laissaient passer la pollution aux extrémités non jointives avec les berges. Depuis lundi, un boudin est également en place avant l'entrée de *La Manoise* sous le site. L'Inspection regrette que ces opérations soient réalisées par la société Orne Recyclage, spécialisée dans le recyclage des métaux, et non dans la gestion et le traitement des pollutions des eaux superficielles. L'exploitant a proposé, à l'issue de l'inspection, de compléter le dispositif en place avec des boudins supplémentaires et de réaliser des analyses sur les boudins déjà remplacés et ceux actuellement en place.

Lors de la visite, des traces de vandalisme ont été observées, notamment au niveau du poste de livraison EDF. Le Major de la gendarmerie d'Andelot-Blancheville a participé à cette visite pour prendre connaissance des lieux et prévenir d'autres intrusions et actes de vandalisme en lien avec l'exploitant. Enfin, l'inspection a fait également les constats suivants :

- La présence de chauves-souris (espèces protégées) a été observée dans les locaux transformateurs et dans une des maisons de l'ancienne rue d'Algérie (présence de guano et d'un individu en vol). La zone et les bâtiments sont particulièrement favorables à l'espèce.
- Présence d'une vingtaine d'individus de juvénile de grenouilles, *a priori* de grenouille rousse (espèce non-protégée mais quasi menacée en Grand Est), au niveau de l'ancienne ligne de décapage.

Ces espèces sont présentes dans des zones où les travaux de mise en sécurité ont été réalisés. Leur présence, ainsi que celle d'autres espèces non spécifiquement observées lors de l'inspection, devra être prise en compte pour tout aménagement ou démantèlement futur par l'exploitant ou tout futur acquéreur ou occupant des lieux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser la mise en sécurité effective de son site sous 2 mois. Dans ce cadre, il dresse une liste des équipements du site qui restent dans le cadre de l'éventuel rachat des bâtiments.

L'exploitant doit en outre mettre en œuvre des mesures de gestion temporaires de la pollution de *La Manoise*, à savoir au minimum :

- Mise en place de dispositifs efficaces de récupération des pollutions observées en sortie

<p>de site à au moins deux points de <i>La Manoise</i> (au niveau de la zone où <i>La Manoise</i> n'est plus canalisée et plus loin au niveau du seuil Rue du Four) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi documenté de l'efficacité des dispositifs de récupération des pollutions du site dans <i>La Manoise</i> ; • Recherche de l'origine de la source de la pollution ; • Traitement de la source de pollution. <p>Un arrêté préfectoral prescrivant ces mesures de gestion temporaires est proposé au Préfet de la Haute-Marne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Usage futur du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/09/2016, article R. 512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. [...] »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>La consultation sur l'usage industriel a été réalisée par courriers n° AMWF-41506-AO du 26 février 2020 à la communauté de communes Meuse Rognon et au maire de Manois. Du fait de l'absence de réponse à ces courriers, les avis de la CCMR et du Maire de Manois sont réputés favorables. La vocation de ce site est d'être remis dans un état permettant un usage futur industriel. L'exploitant a indiqué à l'inspection, qu'une société envisagée de se porter acquéreur du site, à l'exception de la zone concernée par les lagunes et bassins à boues, à l'issue de la procédure de cessation d'activité, pour exercer son activité de déroulage de bois.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/09/2016, article R. 512-39-3

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Un premier plan de gestion a été rédigé par le bureau d'études SUEZ Remédiation en 2018 (Rapport n°S2 15 0360 / PG - Version 4 du 7 décembre 2018). Ce plan de gestion a été complété par un addendum rédigé par le bureau d'études HPC Envirotec (Rapport PHC-F 6A/2.23.5246 a1 du 21 septembre 2023). Ces documents se concentrent principalement sur la zone des lagunes et bassins. Il convient de revoir le plan de gestion pour qu'il traite de l'intégralité du site de l'ancienne tréfilerie.</p> <p>La plan de gestion rédigé par le bureau d'études SUEZ Remédiation en 2018 (Rapport n°S2 15 0360 / PG - Version 4 du 7 décembre 2018) a défini un schéma conceptuel. Ce schéma conceptuel a montré que les voies d'exposition potentielle des futurs usagers du site sont pour un usage industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur site, inhalation de poussière et inhalation de gaz, • Hors site, inhalation de gaz et usages de la rivière. <p>L'addendum au plan de gestion rédigé par le bureau d'études HPC Envirotec (Rapport PHC-F 6A/2.23.5246 a1 du 21 septembre 2023) a lui retenu uniquement l'inhalation d'air ambiant extérieur et intérieur contaminé, sans prendre un compte les bassins dans la représentation graphique du schéma conceptuel.</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection que le plan de gestion serait revu pour répondre aux objectifs de la méthodologie SSP. Aucun délai concernant le rendu de ce document n'a pu être proposé à l'inspection. Ce plan de gestion portera sur l'intégralité du site, mais distinguera la partie correspondant notamment aux bâtiments qui a vocation à être vendue et le reste du site qui sera conservé par ArcelorMittal et devra faire l'objet de servitudes d'utilité publique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection un nouveau plan de gestion conforme à la méthodologie sites et sols pollués sous 4 mois. Ce plan de gestion intégrera le diagnostic environnemental complémentaire concernant l'irisation continue de La Manoise (constat 1).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Schéma conceptuel - Lagunes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2016, article 8-1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral n°483 du 26 janvier 2016 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'un atelier de traitement de surfaces et galvanisation exploitée par la société ARCELORMITTAL à Manois</p> <p><i>« Afin d'appréhender les enjeux sanitaires et environnementaux que présentent les anciennes lagunes, l'exploitant dresse sous un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté un bilan de l'état des parcelles et des milieux d'exposition concernés. Ce bilan permet d'appréhender l'état de contamination des milieux et les voies d'exposition aux pollutions compte tenu des usages à considérer. Il est représenté sous la forme d'un schéma conceptuel qui précise les relations entre les sources de pollutions, les différents milieux de transfert et les enjeux à protéger. Ce bilan est dressé à partir de l'analyse historique du site, de la caractérisation de milieux concernés, de l'identification des enjeux et de l'étude de la vulnérabilité des milieux. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion rédigé par le bureau d'études SUEZ Remédiation en 2018 (Rapport n° S2 15 0360 / PG - Version 4 du 7 décembre 2018) a défini un schéma conceptuel. Ce schéma conceptuel a montré que les voies d'exposition potentielle des futurs usagers du site, pour un usage industriel, sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur site, inhalation de poussière et inhalation de gaz, • Hors site, inhalation de gaz et usages de la rivière. <p>L'addendum au plan de gestion rédigé par le bureau d'études HPC Envirotec (Rapport PHC-F 6A/2.23.5246 a1 du 21 septembre 2023) a retenu uniquement l'inhalation d'air ambiant extérieur et intérieur contaminé, sans prendre en compte les bassins dans la représentation graphique du schéma conceptuel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan de gestion à venir devra prendre en compte la présence des bassins dans la représentation du schéma conceptuel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Plan de gestion - Lagunes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/01/2016, article 8-2

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral n°483 du 26 janvier 2016 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'un atelier de traitement de surfaces et galvanisation exploitée par la société ARCELORMITTAL à Manois.</p> <p><i>« Une fois le schéma conceptuel réalisé, l'exploitant examine les différentes options de gestion possibles et, sur la base d'un bilan coûts/avantage argumenté, définit celle qui permet de garantir que les impacts provenant des sources résiduelles soient maîtrisées et acceptables tant pour les populations que pour l'environnement.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Ce document est remis pour approbation à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Un premier plan de gestion a été rédigé par le bureau d'études SUEZ Remédiation en 2018 (Rapport n° S2 15 0360 / PG - Version 4 du 7 décembre 2018). Ce plan de gestion a été complété par un addendum rédigé par le bureau d'études HPC Envirotec (Rapport PHC-F 6A/2.23.5246 a1 du 21 septembre 2023). À l'issue d'un bilan coût-bénéfice, il est proposé les mesures de gestion complémentaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Couverture simple des bassins, • Maintien de la couverture végétale dense (arborée) au droit des lagunes, • Interdiction d'accès à ces bassins avec surveillance des retombées atmosphérique et vérification de la qualité de la nappe et de l'absence de puits privés hors site. <p>Le maintien de la couverture et l'interdiction d'accès constituent des restrictions d'usage et non des mesures de gestion à proprement parler. Si cette option est effectivement confirmée par la revue du plan de gestion, un dossier de servitude d'utilité publique devra être déposé par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Mise en sécurité



20250703_140830.jpg



la_manoise_irisation_03.07.25_4.jpg



ouvrage_rue_du_four_03.07.25.jpg



la_manoise_irisation_03.07.25_1.jpg